

FINANCES PUBLIQUES

« 341 postes supprimés en sept ans, ça suffit »

LES RESPONSABLES SYNDICAUX ● Snui-SUD-Trésor, CGT et CFDT



LEUSAIN, HIER. Une soixantaine d'agents ont manifesté devant l'hôtel des finances de Sénart.

(LP/M.L.)

Ils étaient suffisamment nombreux pour se tenir chaud. Hier matin, dans un froid polaire, une soixantaine de fonctionnaires des finances publiques venus de toute la Seine-et-Marne (Meaux, Melun, Chelles, Fontainebleau, Roissy-en-Brie, Lagny...) ont manifesté devant l'hôtel des finances de Sénart, à Lieusaint, pour dénoncer « le massacre des emplois » dans leur service. Pendant ce temps, un comité technique entretenait la suppression de 38 postes.

« Depuis 2005, les finances publiques ont perdu 341 postes en Seine-et-Marne alors que la population, et donc l'activité, augmente fortement », constatent amèrement les responsables des syndicats majoritaires des Fi-

nances publiques de Seine-et-Marne, Patrice Brément (union Snui-SUD-Trésor), Hervé Le Dallic (CGT) et Vincent Mazella (CFDT). Des chiffres confirmés par la direction.

Baisse du service public

Cette réduction des emplois provient de la fusion entre les Impôts et le Trésor public en 2008 et de la révision générale des politiques publiques (RGPP), qui impose le non-remplacement « de deux fonctionnaires sur trois chez nous, résume Patrice Brément. En France, on en est à 24 000 postes supprimés depuis 2000 ».

Selon l'intersyndicale, cette réduction de la voilure diminue la qualité du service public rendu : longue attente au téléphone et dans les centres de

finances publiques, conditions de travail de plus en plus pénibles pour les agents, risque grandissant de voir disparaître des sites de proximité... « Il n'y a plus que 5 agents dans les trésoreries de Tournan-en-Brie et Lizy-sur-Ourcq, sans chef de poste. Cela pose question sur leur pérennité, s'inquiète Patrice Brément. Pourtant, en cette période de crise, les particuliers, les entreprises et les collectivités territoriales n'ont jamais eu autant besoin de nos conseils. » Les agents réclament depuis des années la création d'un centre pour le Val-d'Europe à Bussy-Saint-Georges, en pleine expansion. Hier, le service n'a pas été perturbé. « Mais le 2 février, il y aura une grève nationale », préviennent les syndicats.

MARINE LEGRAND